

# Pour mémoire : Interview de Laurent Mellier, auteur du mémoire de master "Philanthropie culturelle et économie du don aux Etats-Unis. Un modèle exportable ?"

20-04-2013

Franco-américain, Laurent Mellier a été Directeur de l'Alliance Française à Washington de 1998 à 2010 et occupe aujourd'hui le poste de Directeur du développement de la Fondation de l'Ecole Polytechnique. Il est diplômé de Sup de Co Grenoble et a obtenu en 2009 un Master 2 en Management culturel à l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble.

Mes deux années de master : une période de transition

Mon mémoire a été réalisé dans une période spéciale pour moi. Je vivais aux Etats-Unis et dirigeais l'Alliance Française à Washington. J'avais des vellétés de retour en France. Les deux ans de Master ont constitué une période de changement.

On m'a fait comprendre que si je voulais me repositionner sur le marché du travail en France, il fallait que je reprenne des études et que je suive une formation diplômante. J'ai pris conscience que les expériences à l'étranger sont encore difficiles à valoriser chez nous.

J'ai donc posé ma candidature en Master à l'Observatoire des Politiques Culturelles de Grenoble avec une VAE, et ai été retenu. Il m'a fallu faire des allers-retours pendant deux ans entre Washington et Grenoble.

Construire un sujet

Il m'a été demandé de travailler sur un thème en lien direct avec mon activité professionnelle qui soit également un sujet de découverte, une thématique que je ne maîtrisais pas encore et susceptible d'intéresser l'Observatoire des Politiques Culturelles.

Les débuts ont été difficiles, surtout la première année du Master. Lorsque j'ai commencé à parler d'argent dans le milieu culturel, je me le suis fait reprocher. Cela a été assez dur par moments. J'avais oublié qu'en France, et a fortiori dans certains milieux, on ne parle pas d'argent. On m'a parfois reproché de faire l'apologie du capitalisme américain et de vouloir changer le système français. Pour certains, c'était presque « scandaleux » de parler d'argent dans le secteur culturel.

Hors, en écoutant et en observant certains acteurs de ce milieu, mon impression grandissante était que beaucoup de structures sont en train de périr aujourd'hui parce qu'il n'y a plus d'argent. Si l'argent est un sujet tabou, me disais-je, comment vont-ils s'en sortir ?

Sur vingt étudiants dans ma promotion, une quinzaine n'avait jamais entendu parler de fundraising tel qu'on le pratique dans les pays anglo-saxons. Ils connaissaient le mécénat mais avaient une vision assez fautive du système américain. La plupart pensaient que dans les pays anglo-saxons, c'est le mécénat d'entreprise qui fait vivre le secteur culturel. Ce n'est que très partiellement exact. Le mécénat représente une toute petite partie seulement des fonds privés collectés par les structures culturelles aux Etats-Unis, 5% environ. On pense également que l'Etat américain n'investit pas dans le secteur culturel. Ce sont des idées reçues. Il investit bien plus aux Etats-Unis dans le secteur culturel qu'on ne le pense, par le biais de dispositifs fiscaux très incitatifs, les agences publiques, fédérales et locales, ou encore les universités publiques. J'écris par exemple, dans mon mémoire, que le gouvernement fait un sacrifice fiscal d'une fourchette de 26 à 41 milliards de dollars (20 à 31,54 milliards d'euros) pour soutenir les arts annuellement. A titre de comparaison, le budget 2009 du Ministère français de la Culture était de 3,9 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros).

A l'Alliance Française, j'avais lancé une stratégie de fundraising de manière empirique devant la nécessité d'accroître ses ressources financières pour son développement (l'Alliance française de Washington, comme la plupart des Alliances américaines, ne reçoit aucune subvention de l'Etat français). Il y a donc eu une conjonction de besoins. J'ai voulu en apprendre davantage sur le fundraising tout en théorisant une expérience pratique. C'était une thématique nouvelle en France en 2009, et l'Observatoire a donné son accord pour que j'en fasse mon sujet de mémoire.

Un vrai plus pour le réseau

Ecrire ce mémoire a été pour moi l'occasion de me refaire un réseau en France.

En faisant ce travail de rédaction, j'ai pu rencontrer de nombreux acteurs des sphères philanthropique et culturelle françaises. Il faut dire aussi que l'Observatoire a un réseau important.

Mes directeurs de mémoire, Françoise Benhamou (Professeure des Universités, Centre d'Economie de Paris Nord, Université de Paris 13), ainsi que François Ravanos, du Columbia College de Chicago, m'ont aussi ouvert des portes. Cela, combiné avec la curiosité de voir un directeur d'Alliance française aux Etats-Unis suivre des études à l'Observatoire des Politiques

culturelles, a facilité mes sollicitations de rendez-vous.

Une opportunité de penser mon projet professionnel

En arrivant à l'Observatoire, je ne savais pas exactement ce que je voulais y faire, quelle pouvait être ma plus-value sur le marché du travail en France. Après vingt ans aux Etats-Unis, ce travail de rédaction m'a permis d'affiner mon projet professionnel et mes réflexions.

J'ai beaucoup appris sur le secteur culturel et sur l'économie du don aux Etats-Unis, ainsi que sur la façon dont, éventuellement, en France, on pourrait s'inspirer de ces modèles, sans pour autant estimer qu'ils sont parfaits.

Lorsque ce travail a été terminé, j'ai compris ma plus-value et j'ai donc pu la présenter à la Fondation de l'Ecole Polytechnique. Ce travail de mémoire et ce que j'ai appris me servent aujourd'hui de manière soutenue.

L'objectif de l'Observatoire était clairement de nous permettre de réfléchir à notre projet professionnel.

J'étais l'un des premiers étudiants « étrangers », le sujet les intéressait. C'était une chance à saisir. La rédaction du mémoire a été fondamentale ; cela a été l'un des plus gros apports de cette formation. Il m'a beaucoup apporté et je le considère aujourd'hui comme un élément déterminant dans la poursuite de ma carrière. A la fin du mémoire, je savais qu'il fallait que je me dirige vers le fundraising si je voulais revenir en France.

Il est disponible en ligne sur [www.fundraisingetatsunis.com](http://www.fundraisingetatsunis.com) .